

NET INFOS

Dimanche 23 juillet 2023



Le Président de la République regagne Alger après une visite de travail en Turquie.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a regagné, samedi Alger, après avoir effectué une visite de travail les 21 et 22 juillet en Turquie, pays frère.

Le président de la République avait également effectué une visite de travail à l'Etat du Qatar, pays frère, à la tête d'une importante délégation ministérielle, puis une visite d'Etat en République populaire de Chine, pays ami, à l'invitation de son homologue chinois, M. Xi Jinping.

Le Président de la République a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, le Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, et le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Mohamed Ennadir Larbaoui.

L'avion du Président Tebboune a été escorté, lors de son entrée dans l'espace aérien national, par des avions de chasse des Forces aériennes de l'ANP.



L'Algérie a demandé officiellement à rejoindre la Banque des BRICS avec une contribution de 1,5 milliard de dollars.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie avait demandé officiellement à rejoindre la Nouvelle Banque de développement des BRICS, avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars, soulignant que

l'adhésion de l'Algérie au groupe composé de cinq pays émergents "ouvre de nouvelles perspectives économiques".

"Nous avons demandé officiellement à rejoindre le groupe des BRICS et sa Nouvelle Banque de développement en tant qu'actionnaire avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars", a précisé le président de la République dans une entrevue accordée à la Télévision centrale de Chine "CCTV", en marge de la visite d'Etat qu'il a effectuée dans ce pays.

Lancé formellement en 2009, le groupe des BRICS est composé de cinq puissances économiques émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Assurant que l'adhésion de l'Algérie aux BRICS "ouvrira de nouvelles perspectives économiques", le Président Abdelmadjid Tebboune a rappelé que "l'Algérie œuvre depuis des années, aux côtés de la Chine, pour un monde meilleur et plus juste où des aides sont accordées aux pays pauvres".

"Nous œuvrons également pour un monde multipolaire" et "nous réclamons, avec la Chine, la révision de plusieurs aspects relatifs aux institutions onusiennes, pour ne citer que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), qui ne servent plus les pays pauvres et émergents", a souligné le président de la République, soutenant que "le groupe des BRICS nous est plus favorable".



Le président de la République salue la profondeur des relations entre l'Algérie et la Chine.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué la profondeur des relations d'amitié et de coopération historiques entre l'Algérie et la Chine, se disant disposé avec son homologue chinois à œuvrer à leur développement dans différents domaines à la faveur des liens de confiance et de respect existant entre les deux pays.

Dans une entrevue accordée, vendredi, à la Télévision centrale de Chine "CCTV", le président de la République a souligné l'attachement de l'Algérie à développer ses relations bilatérales avec la Chine dans différents domaines, rappelant que "l'Algérie partage un même parcours de lutte pour la libération avec ce grand pays et deuxième puissance mondiale".

"Partie de rien à l'indépendance, l'Algérie est aujourd'hui une puissance en Afrique", a affirmé le Président Abdelmadjid Tebboune, rappelant les pays amis comme la Chine qui ont aidé l'Algérie avant et après l'indépendance.

Le président de la République a dit avoir une grande confiance en le président chinois, M. Xi Jinping, qu'il a qualifié de "sage", soulignant avoir perçu chez lui une "amitié sincère" envers l'Algérie.

"La Chine se développe à pas de géants, et diriger un pays de la taille de la Chine n'est pas une tâche facile", a estimé le Président Abdelmadjid Tebboune

Et d'ajouter que "l'Algérie est à l'aise dans ses relations avec la Chine, car elle a d'immenses moyens, elle respecte l'autre, elle n'est soumise à aucun diktat politique, ses relations sont régies par le principe d'égal à égal et elle n'exerce aucune mainmise politique sur d'autres pays".

Le président de la République a, dans ce cadre, souligné la volonté des deux pays d'élargir leur coopération à travers des projets communs dans différents domaines, notamment "les sciences spatiales, l'enseignement supérieur, l'industrie pharmaceutique, la formation, la réalisation de voie ferrée et l'exploitation minière".

Evoquant les relations historiques entre les deux pays, le Président Abdelmadjid Tebboune a rappelé que la Chine avait été "le premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en 1958". "Ce soutien chinois avait eu un grand retentissement mondial", a-t-il dit.

L'Algérie à son tour a milité avec les amis chinois pour "le retour de la Chine unifiée au sein de l'Organisation des Nations Unies" et ce principe défendu par l'Algérie n'a pas changé depuis 1971, a fait valoir le président de la République.

Rappelant que la première mission médicale en Algérie indépendante venait de Chine, il a affirmé que l'Algérie est aujourd'hui "un grand pôle dans le domaine médical en Afrique et en Méditerranée".

L'Algérie "a une grande confiance en l'amitié avec la Chine, car elle n'a jamais changé et nous reconnaissons nos amis dans l'adversité", a-t-il soutenu.

L'Algérie et la Chine ont en commun leur lutte pour "la liberté, la justice et un monde multipolaire", a précisé le Président Abdelmadjid Tebboune, ajoutant que "l'Algérie, qui soutient la liberté des peuples et rejette l'hégémonie sur les pays, réclame avec la Chine une révision de la gouvernance des instances onusiennes".

"C'est la volonté de libération qui protège les pays et les peuples", a-t-il affirmé, rappelant que "l'Algérie a payé au prix fort sa liberté de décision". "La colonisation tente aujourd'hui de revenir sous un nouveau visage", mais "ça ne se produira pas car les peuples africains aujourd'hui ont une conscience politique et culturelle".

Le président de la République a, par ailleurs, souligné l'importance du rapprochement entre les deux peuples amis, algérien et chinois, notamment les jeunes, notant que les jeunes algériens s'intéressaient de plus en plus à l'apprentissage de la langue chinoise.

Le président de la République à CCTV: Nous œuvrons à l'établissement de projets conjoints avec la Chine dans tous les domaines

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accordé une entrevue à la Télévision centrale de Chine "CCTV", au cours de laquelle il a mis en avant la volonté de l'Algérie d'établir des projets communs avec la Chine dans divers domaines de coopération.

"Nous œuvrons à l'établissement de projets conjoints avec la Chine dans tous les domaines, y compris les voies ferrées et les mines", a déclaré le Président Tebboune lors de cette entrevue, diffusée vendredi par la chaîne chinoise, soulignant que la nouvelle loi algérienne sur l'investissement "ouvre des horizons prometteurs à tous les investisseurs".

Affirmant que "l'Algérie est à l'aise dans ses relations avec la Chine", le président de la République a exprimé le souhait de l'Algérie d'"établir un partenariat algéro-chinois dans le domaine spatial".

L'Algérie est devenue "un des plus grands pôles dans le domaine de la médecine en Afrique et en Méditerranée", a-t-il assuré.

Le président de la République a mis en relief, par ailleurs, la volonté de la partie algérienne d'établir un partenariat avec la Chine dans les marchés africains, d'autant, a-t-il dit, que "l'Algérie, une grande puissance en Afrique, peut être un maillon entre la Chine et les pays africains".

"L'Algérie a payé au prix fort sa liberté de décision", a souligné le Président Tebboune, faisant observer que "la colonisation essaie aujourd'hui de revenir avec un nouveau visage" et que "les peuples africains sont conscients" de ce qui se passe.

Evoquant les relations historiques établies entre les deux pays, le Président Tebboune a rappelé que la Chine avait été "le premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)", et "parmi les Etats amis ayant aidé l'Algérie sur la voie du développement au lendemain de l'indépendance".

Concernant la cause palestinienne, le président de la République a souligné que "la force de la Palestine réside dans son unité", affirmant que l'Algérie militait "avec certains pays comme la Chine pour que la Palestine obtienne le statut d'Etat membre à part entière à l'ONU".

Un programme douanier algéro-palestinien englobant la formation et la lutte contre la criminalité transfrontalière

Le Directeur général des Douanes algériennes Nouredine Khaldi a annoncé jeudi à Oran l'élaboration d'un programme entre les Douanes algériennes et palestiniennes qui comporte de nombreuses clauses relatives notamment à la formation, à la lutte contre la criminalité transfrontalière et à l'échange d'informations.

En marge d'une visite à l'Ecole supérieure des Douanes d'Oran, en compagnie du commandant des Douanes palestiniennes, le général-major Iyad Abderrezak Hamdane Barkat, et l'ambassadeur de la Palestine en Algérie Khaled Abou Aita, M. Khaldi a indiqué à la presse qu'un programme a été élaboré entre les deux établissements, déclarant "nous œuvrons à développer les relations entre les administrations douanières algérienne et palestinienne".

Ce programme touchera plusieurs aspects dont la formation, l'échange d'informations, la lutte contre le crime transfrontalier, le blanchiment d'argent et la lutte contre la drogue, a-t-il précisé.

Affirmant le bond qualitatif enregistré par les Douanes algériennes ces dernières années au niveau national et international, Nouredine Khaldi a souligné que l'Algérie "ne ménagera aucun effort pour transmettre ce savoir aux frères de la Palestine".

Le Directeur général des Douanes algériennes a abordé la réunion qui a eu lieu mardi dernier à Alger entre les responsables de son institution et les Douanes palestiniennes, signalant que lors de cette rencontre tous les points nécessaires pour les douaniers palestiniens dans l'accomplissement de leurs missions ont été abordés.

"Aujourd'hui, dans le cadre de la formation, nous visitons l'Ecole supérieure des Douanes d'Oran, qui a une longue histoire dans la formation de cadres et d'agents des douanes et la délégation palestinienne a été informée sur toutes les installations de cet établissement qui sera au service de nos frères palestiniens dans le domaine de la formation", a-t-il déclaré.

Pour sa part, le commandant des Douanes palestiniennes, le général major Iyad Abderrezak Hamdane Barakat, a exprimé son admiration pour les capacités dont disposent les douaniers algériens lors de sa visite à l'Ecole supérieure des Douanes d'Oran.

"Nous avons découvert dans cette école beaucoup de ce dont nous avons besoin, nous douaniers palestiniens", a-t-il souligné, ajoutant "le corps des Douanes algériennes, dirigé par le Directeur général Khaldi, n'a négligé aucune de nos demandes et nous sommes en phase de déterminer les formations dont les Douanes palestiniennes ont besoin pour que notre administration soit prête et forte".

"Nous sommes fiers d'avoir une formation en Algérie qui rendra l'administration douanière palestinienne forte et supérieure eu égard aux potentialités de l'Algérie connues dans ce domaine", a-t-il dit à ce propos.

La délégation palestinienne a visité, en compagnie du DG des Douanes algériennes et du wali d'Oran, différentes structures de l'école (champ de tir, salles de cours et différents laboratoires de l'école).

Un exposé faisant connaître les missions de l'école d'Oran et le Centre national de formation douanière auquel sont affiliés les écoles douanières du pays, a été présenté.

A la même occasion, de nombreux cadres et agents douaniers retraités et en exercice ont été honorés en guise de remerciement pour leur parcours professionnel, lors d'une cérémonie présidée par le Directeur général des Douanes algériennes, le commandant des Douanes palestiniennes, le général major Iyad Abderrezak Hamdane Barakat et l'ambassadeur de la Palestine en Algérie.



Entretiens bilatéraux à Istanbul entre les membres de la délégation ministérielle algérienne et leurs homologues turcs

Les membres de l'importante délégation ministérielle conduite par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la visite de travail qu'il effectue en Turquie, ont eu, samedi, des entretiens bilatéraux à Istanbul avec leurs homologues turcs.

Les entretiens ont eu lieu au Palais de Dolmabahçe, après l'accueil réservé au Président Tebboune par son frère le président turc, M. Recep Tayyip Erdogan.

Les entretiens ont porté sur plusieurs secteurs, notamment l'Energie, l'Industrie, le Commerce, l'Habitat et les Travaux publics.

La délégation ministérielle conduite par le Président Tebboune est composée des ministres des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, des Finances, Laaziz Faïd, de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Tarek Belaribi, des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.

Tebboune porte l'image d'une Algérie offensive L'élan du renouveau.

L'action diplomatique de l'Algérie se déploiera, ainsi, sous le triptyque souveraineté, sécurité et développement.

Dès son élection à la tête de la République en décembre 2019, le président Tebboune a fixé le cap indiquant le style de la diplomatie qu'il entendait mener. Il a adopté une politique étrangère «dynamique» qui assurera à l'Algérie une place à la hauteur de sa vocation de puissance régionale et qui la replacera dans le concert des nations. Les visites d'État qu'il a effectuées au Portugal puis en Chine, en passant par la Russie procèdent de cette stratégie de redéploiement qui donne écho à la politique de redressement national que le Président s'est engagé à mettre en oeuvre au plan interne. Une diplomatie qui sera tout naturellement au service du renouveau national et d'édification d'une nouvelle Algérie. Si dans sa démarche Abdelmadjid Tebboune accorde un intérêt particulier au continent africain, il ne néglige pas la promotion des dynamiques de coopération, d'association et d'intégration dans tous les ensembles auxquels l'Algérie appartient: le Maghreb, le Sahel, le Monde arabe, la communauté islamique et l'espace méditerranéen. Fidèle à sa doctrine tenant au «respect de la souveraineté et de l'intégrité des États, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États», l'Algérie s'est tout naturellement tournée vers ses alliés historiques que sont la Russie et la Chine qui prennent les mêmes principes. Dans le Plan d'action du gouvernement, il est en effet prévu une évaluation des relations avec les partenaires stratégiques de l'Algérie pour positionner notre pays en tant que puissance d'équilibre. C'est ainsi que le président Abdelmadjid Tebboune s'est rendu à Moscou en messenger de la paix. À cela, le président Vladimir Poutine a remercié l'Algérie pour cette disposition à fournir des efforts de médiation dans le conflit opposant son pays à l'Ukraine. Rappelant que l'Algérie est membre du groupe de contact de la Ligue arabe sur l'Ukraine, le président Poutine a indiqué avoir expliqué au président Tebboune «la vision russe, les origines de ce conflit, et les circonstances qui l'entourent».

La médiation dans les crises et les conflits internationaux ne sont pas une nouveauté pour l'action diplomatique algérienne. Les instances internationales lui reconnaissent en effet ce rôle de leader dans le règlement des conflits au niveau régional, de par son rôle central dans la consécration de la stabilité, particulièrement dans la région du Sahel. Partout, le message porté par les diplomates algériens a été le même: l'Algérie cherche à vivre en paix en Méditerranée et s'emploie à aider les pays qui en avaient besoin sans contrepartie politique. «L'Algérie n'est dépendante d'aucune orbite diplomatique», réaffirme, le président Tebboune qui n'a cessé de rappeler que la politique étrangère algérienne reposait sur les principes de paix et de refus de l'asservissement des peuples. Inscrit dans ses gènes diplomatiques, l'Algérie a toujours prôné un règlement pacifique des conflits. Ce n'est pas par amour de l'intrigue ou par une tendance innée à se quereller que la diplomatie algérienne a choisi le non-alignement et le droit des peuples à l'autodétermination. Un principe qu'elle a assumé et défendu ouvertement et sans contrepartie. En revanche, l'action diplomatique portant «l'emprise Tebboune» a une caractéristique: le pragmatisme et la préservation des intérêts doivent présider aux interactions avec les partenaires étrangers de l'Algérie et le tout dans une approche gagnant-gagnant. La diplomatie algérienne est appelée à tirer pleinement profit des

espaces économiques dans lesquels elle est partie, et de la part de ses alliés. Lors de sa dernière visite en Chine, le Président a non seulement entériné les relations commerciales avec l'allié chinois, mais il a réussi à étendre ce partenariat à de nouveaux domaines: dix-neuf accords ont été signés entre l'Algérie et la Chine dans les secteurs du commerce, des télécommunications, du transport ferroviaire ou de l'agriculture. Le partenariat économique entre les deux pays est déjà très important, Tebboune a également réussi à arracher le précieux soutien de Pékin pour une adhésion de l'Algérie aux Brics.



Russie, Qatar, Chine et Turquie

L'été chargé du Président

Le périple de Tebboune a été un succès qui s'ajoute à ce qui a été engrangé lors de ses précédentes visites, particulièrement celle de Moscou.

Le président Tebboune a achevé, hier, un véritable périple dont Istanbul a été la dernière étape. L'agenda de la deuxième quinzaine du mois de juillet a été manifestement chargé pour le chef de l'État. Il s'est rendu en l'espace d'une semaine dans trois pays: le Qatar, la Chine et la Turquie. C'est-à-dire trois pays qui comptent sur l'échiquier international. Notamment dans la redistribution des cartes d'influence et des enjeux de puissance. Trois capitales qui ont servi de tribunes importantes pour Tebboune. À Pékin, à Doha comme à Istanbul, Tebboune est allé au vif des sujets. Qu'il s'agisse de promouvoir l'attractivité de l'investissement en Algérie ou de rappeler le nécessaire passage par les instances de l'ONU dans le règlement des conflits. Du point de vue diplomatique, le périple de Tebboune a été un succès. Indubitablement. Il s'ajoute à ce qui a été engrangé lors de ses précédentes visites particulièrement celle de Moscou.

Cette tournée, entamée il y a plus d'une semaine, aura été fructueuse à plus d'un niveau. Davantage à travers le séjour de Tebboune en Chine, ce pays qui ne cesse d'avancer dans tous les domaines. Jusqu'à faire office de pays par qui ou autour de qui se jouent les bouleversements des relations internationales. Aussi bien économiquement que du point de vue de la géopolitique et ses implications. Au Forum des hommes d'affaires algéro-chinois, le chef de l'État a mis en avant ce qu'offre l'Algérie en opportunités d'investissements. Loin de se présenter en quémendeur, le chef de l'État a présenté les atouts du climat des affaires en Algérie. «L'Algérie dispose, aujourd'hui, de plusieurs atouts et avantages qui font d'elle une destination d'investissement prometteuse dans des domaines vitaux: l'agriculture, l'énergie, l'agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique», a affirmé le chef de l'État. L'attractivité touche plusieurs secteurs dans lesquels les opérateurs étrangers pourront investir. Il s'agit notamment du tourisme, des transports, des services, des énergies renouvelables et des infrastructures.

Le chef de l'État a affirmé que «la voie est ouverte en Algérie devant les hommes d'affaires chinois pour le partenariat et l'investissement». La voie est ouverte dans tous les secteurs afin de bénéficier des facilitations accordées aux opérateurs économiques, a-t-il souligné. Coïncidence ou effet immédiat d'un discours, peu importe: la Chine investira 36 milliards de dollars en Algérie. C'est ce qu'a annoncé Tebboune au dernier jour de sa visite à Pékin. L'investissement touchera divers secteurs tels que l'industrie manufacturière, les nouvelles

technologies, l'économie de la connaissance, les transports et l'agriculture. Ceci pour dire que la coopération bilatérale entre Alger et Pékin a de très beaux jours devant elle. Du point de vue politique, le séjour de Tebboune en Chine n'a pas manqué de montrer la convergence des vues des deux pays sur la cause du Sahara occidental et celle de la Palestine. Alger et Pékin ont rappelé que la résolution de ces questions doit se faire sous les auspices des Nations unies. Ce qui va à contresens des récentes manoeuvres israélo-marocaines. Doha et Istanbul ont été également des étapes fructueuses dans le périple de Tebboune. En termes de coopération bilatérale avec ces deux pays, mais aussi dans ce qui a trait à la coordination des positions sur l'ensemble des points chauds qui font agiter le monde.



1,5 milliard de dollars pour la banque des Brics.

L'autre point qui aura marqué la tournée de Tebboune est en lien avec la candidature de l'Algérie pour accéder au groupe des Brics. Le chef de l'État a affirmé vendredi à Pékin que l'Algérie avait demandé officiellement à rejoindre la Nouvelle Banque de développement des Brics. Il a fait état d'une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars. Tebboune a souligné que l'adhésion de l'Algérie à ce groupe lui ouvrira de «nouvelles perspectives économiques». «Nous avons demandé officiellement à rejoindre le groupe des Brics et sa Nouvelle Banque de développement en tant qu'actionnaire avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars», a précisé le président de la République dans une entrevue accordée à la Télévision centrale de Chine Cctv. Pour le chef de l'État, l'adhésion de l'Algérie aux Brics ouvrira de nouvelles perspectives économiques. Il a souligné que l'Algérie oeuvre depuis des années, aux côtés de la Chine, pour un monde meilleur et plus juste où des aides sont accordées aux pays pauvres. Nous oeuvrons également pour un monde multipolaire et nous réclamons, avec la Chine, la révision de plusieurs aspects relatifs aux institutions onusiennes, pour ne citer que le FMI et la Banque mondiale, a-t-il fait savoir. Ces deux institutions ne servent plus les pays pauvres et émergents, a souligné le Président, soutenant que «le groupe des Brics nous est plus favorable».



Le pétrole termine la semaine en nette hausse Le Brent à plus de 81 dollars

Le baril de pétrole américain a fini à 77,07 dollars, son plus haut niveau en clôture depuis trois mois.

Les cours de l'or noir ont terminé la semaine qui s'est achevée le 21 juillet en fanfare. Et pourtant, les choses semblaient plutôt mal embarquées pour qu'ils connaissent une telle issue. Les prix du pétrole avaient, en effet, débuté la semaine le 17 juillet sur un sérieux couac qui a fait reculer le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre de 1,71% à 78,50

dollars tandis que son équivalent américain, le West Texas Intermediate, avec échéance en août cédait pour sa part 1,68% pour afficher 74,15 dollars. A quoi a été due cette baisse de régime? «Les mauvais chiffres chinois et le redémarrage partiel de la production en Libye ont contraint le mouvement haussier (des cours) à une pause», a expliqué, dans une note, Ryan McKay, de TD Securities. Il faut savoir que la croissance n'a atteint que 0,8% en Chine au deuxième trimestre par rapport aux trois premiers mois de l'année. «Le regain de la demande s'essouffle après un sursaut en sortie de confinements, tandis que les exportations s'affaissent avec le ralentissement mondial», a commenté, dans une autre publication, Duncan Wrigley, de Pantheon Macroéconomiques. «Les données chinoises ne cessent de décevoir. Les prix du brut vont peiner tant que nous manquerons de clarté sur les intentions de la Chine pour sortir de ce malaise économique.» a renchéri John Kilduff, d'Again Capital. Le premier importateur mondial d'or noir donne cependant des signaux positifs qui pourraient relancer les prix. «Le marché croit de plus en plus à des mesures de relance de Pékin», ont indiqué les analystes d'Eurasia Group, qui s'attendent à ce que le gouvernement chinois «annonce un dispositif de soutien plus volontariste» avant la prochaine réunion du Bureau politique du Parti communiste, fin juillet.



Visites d'état et de travail du président de la république en Russie, au Qatar, en Chine et en Turquie : Capter les investissements étrangers

L'investissement en Algérie, aujourd'hui, n'est plus une aventure, mais une réalité palpable. L'Algérie dispose de plusieurs atouts, outre sa position stratégique qui fait d'elle une porte sûre du continent africain et un partenaire clé pour la Russie, la Turquie et la Chine, notamment en Afrique. Le rôle de l'Algérie en Afrique est de mise, d'autant que plusieurs pays œuvrent au renforcement de leur présence dans la région. Selon le chef de l'État turc, «l'Algérie est un élément de stabilité et de paix en Afrique».

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté dans ces pays le contexte, les atouts, les opportunités et la situation économique et financière de l'Algérie, qui n'est pas endettée. La croissance économique de l'Algérie a enregistré un taux d'évolution de 4,3%, s'est félicité le président de la République, qui a rassuré sur l'accélération de la cadence des transformations et du développement engagés tout au long de l'année en cours.

Le chef de l'Etat a réitéré ses engagements à octroyer des facilitations aux investisseurs étrangers. Dans ses discours lors de ses dernières visites, M. Tebboune a lancé un appel aux hommes d'affaires à venir prospecter l'environnement des affaires en Algérie, bénéficiant des facilitations offertes par le nouveau cadre réglementaire, et profiter des mesures incitatives qui leur permettent de réaliser des projets d'investissement rentables dans divers secteurs, dans le cadre de l'approche gagnant-gagnant. Parmi les avantages, il a cité les garanties offertes par le nouveau code des investissements, notamment pour ce qui est des transferts des bénéfices étrangers, ainsi que pour la stabilité des lois dans ce domaine. Il a fait savoir que, pour la première fois depuis l'indépendance, tous les textes d'application de cette loi ont été publiés immédiatement après sa promulgation.

Des réformes au bout de l'engagement

L'amélioration du climat d'investissement est le fruit des nombreuses réformes menées depuis l'élection du Président Tebboune, ayant favorisé un climat d'investissement attractif, notamment dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, de l'agriculture, des produits pharmaceutiques et diverses industries, notamment alimentaires et manufacturières. Des réformes ont été menées qui commencent à porter leurs fruits.

Le chef de l'Etat a précisé que «la décision de maintenir la loi sur l'investissement inchangée pendant au moins 10 ans, donnera des garanties suffisantes à tous les investisseurs, y compris aux amis russes». Lors de l'entrevue périodique accordée à des représentants de médias nationaux, M. Tebboune a affirmé que l'Algérie fournit toutes les garanties pour capter les investissements directs étrangers (IDE) dans divers secteurs, ajoutant que la prochaine période verra la concrétisation de nombreux projets d'investissement.

«La porte reste ouverte» à d'autres pays désirant investir en Algérie, notamment après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement qui consacre le principe gagnant-gagnant et le bénéfice mutuel «loin de toute idéologie», a-t-il précisé.

Le président de la République a en outre souligné l'engouement des entreprises étrangères à investir en Algérie après l'entrée en vigueur de cette loi, ajoutant que plusieurs entreprises américaines ont manifesté leur intérêt d'investir dans l'agriculture, l'industrie et d'autres secteurs.



Loi monétaire et bancaire : Nouveau statut pour la finance islamique

Le Haut Conseil islamique a organisé, hier, une journée d'étude sur la finance islamique en relation avec la nouvelle loi monétaire et bancaire n°23-09 du 21 juin 2023.

L'objet de la rencontre est de débattre des apports nouveaux du texte de loi par rapport au règlement n°20-02 du 15 mars 2020 de la Banque d'Algérie consacré à la finance islamique.

Etaient présents, le président du HCI, Abdellah Ghoulamallah, des directeurs de banques ainsi que des experts en finance islamique. Intervenant sur le sujet, Dr Mohamed Boudjellal, expert en finance islamique, membre du Haut conseil islamique (HCI), a indiqué que cette journée d'étude entre dans le cadre de la promotion de la nouvelle loi bancaire 23-09 du 21 juin 2023, soulignant que cette «loi officialise la banque islamique et les opérations bancaires relevant de la finance islamique».

Il a expliqué, en effet, l'importance de cette loi, mettant en exergue, à ce titre, que le règlement 20-02 du 15 mars 2020 se limitait uniquement à la création des guichets au niveau des banques. Cependant, «aujourd'hui, il y a la possibilité par cette loi de procéder à la création carrément de banques islamiques». Et ça «c'est une nouveauté, une première en Algérie», s'est-il réjoui. Le but recherché est que cette loi vise, a-t-il précisé, «à la généralisation de l'inclusion financière à grande échelle, car elle permet à tout citoyen algérien l'utilisation des moyens de paiement électronique, facilitant, ainsi l'évolution de la société, en ce contexte économique des temps modernes grâce à la dématérialisation de la monnaie», a-t-il ajouté. Pour sa part, Dr Benhafsi Abderrahmane, expert en banque et finance, a indiqué que l'objectif de cette journée d'étude est de se pencher sur les nouvelles dispositions de la finance

islamique. Il a, souligné, à ce propos, que des «nouveau-tés ont été apportées dans ce cadre, alors que d'autres points ont été confirmés, car ils existaient, et ont été déjà introduits dans des textes antécédents, notamment l'article 02-20 de la Banque d'Algérie». Selon lui, Il est important de savoir, que l'on a opéré un «changement, on est passé d'un cadre réglementaire à une loi qui revêt une importance capitale». Autre chose, «la loi sur la monnaie et le crédit a été transformée en loi monétaire et bancaire». D'où, «on a remplacé le mot crédit par le mot bancaire valable pour la finance islamique et la finance bancaire classique». Parmi ces éléments nouveaux dans la loi monétaire et bancaire, il s'agit, a-t-il analysé, de la «création de banques et d'institutions financières spécialisées uniquement dans la finance islamique, soulignant que ces «institutions viennent renforcer le paysage bancaire islamique», activant en parallèle avec les guichets de la finance islamique qui existent déjà». Ceci permettra, encore une fois, le «renforcement et le développement de la place de la finance islamique.

Interrogé à propos de cette loi monétaire et bancaire, l'intervenant, a indiqué que «pas mal de pays ont pris ce «chemin de gradualisme», en commençant par l'ouverture des guichets de la finance islamique, ensuite la création des banques, permettant «une coexistence des guichets et des banques de la finance islamique». De son côté, Saïd Bouizeri, universitaire et membre du HCI, a souligné que l'Algérie a indirectement adopté les lois de la finance islamique depuis l'indépendance, et le règlement bancaire n°20-02 qui a été promulgué le 15 mars 2020, qui prévoyait des opérations bancaires telles que la Mourabaha, la Moucharaka, la Moudaraba, etc. Il a précisé que ce règlement bancaire est très important, car il a permis «l'indépendance financière des guichets islamiques au niveau des banques classiques, selon l'article 17, l'indépendance de l'organisation structurelle administrative selon l'article 18, la nécessité de former ou d'établir le contrôle interne selon la charia et conformément à l'article 15, et enfin création d'une l'autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique conformément à l'article 14.

La nouveauté de la loi 23-09 du 21 juin 2023 est que la finance islamique n'est plus réglementée par un simple règlement, mais par la loi, selon le principe de la légitimité, conformément à la Constitution. Et ce, avec la création des banques spécialisées dans la finance islamique, ainsi que des autorisations préalables pour des produits de la finance islamique conformément à l'article 73.



Mohamed Chami, consultant pour les questions économiques et commerciales - ZLECAF: «On doit privilégier l'investissement et le partenariat aux purs échanges commerciaux»

«Dans le cadre de la ZLECAF, l'Algérie doit adopter un nouveau paradigme en ce qui concerne ses relations économiques avec les pays africains et demeurer ainsi fidèle à ses principes politiques qui sont restés immuables depuis son indépendance », affirme Mohamed Chami dans cette interview. Considéré comme l'un des connaisseurs les plus en vue des marchés africains, il pense qu' «il faudra veiller à ne pas suivre l'exemple de pays qui se sont alignés sur des schémas néocolonialistes et à s'interdire de percevoir l'Afrique seulement comme un simple marché pour écouler des productions». Nous faisons, dit-il, «partie intégrante de ce continent, l'Algérie a besoin de l'Afrique, tout comme l'Afrique a besoin de l'Algérie». Dans notre vision stratégique, conseille-t-il, «on doit privilégier l'investissement et

le partenariat aux purs échanges commerciaux en intégrant le fait que les économies des pays africains sont plutôt complémentaires que concurrentes».

Le Quotidien d'Oran: Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a organisé en date du 10 juillet dernier un séminaire autour de la définition de la stratégie algérienne de mise en œuvre de l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Vous étiez présent dans ce séminaire et vous avez même animé un atelier. Pourriez-vous nous en dire l'essentiel ?

Mohamed Chami: C'est dans le but d'apporter sa contribution à la définition d'une stratégie nationale que le CNESE a pris l'initiative d'organiser un débat autour de la mise en œuvre de la ZLECAF dont l'accord de création a été signé à Kigali le 21 mars 2018 et le processus de négociations concernant sa mise en œuvre a été entamé en 2015 à Johannesburg. Lors de ce séminaire, une présentation de l'accord a été faite par des experts et des représentants d'institutions publiques (douanes, commerce, industrie...). S'en est suivi l'organisation d'ateliers thématiques pour débattre de la problématique en question et sortir avec des recommandations à transmettre aux pouvoirs publics. Recommandations relatives notamment à la mise en place d'instruments de suivi, d'adaptation du cadre juridique, de normalisation, etc.

Q.O.: Sur quoi ont reposé les débats essentiellement ?

M.C.: La mise en œuvre de la ZLECAF semble être perçue par certains opérateurs économiques comme une menace et pour d'autres comme une opportunité. Cette perception s'apparente à celle qu'avaient eue nos entreprises au lendemain de la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne. Certains participants pensent en effet que les entreprises africaines voient l'Algérie comme un marché solvable où elles peuvent écouler aisément leurs marchandises dans un contexte de désarmement douanier. D'autres ont relevé que non seulement l'Algérie ne dispose pas d'une offre exportable appréciable vers les marchés africains, mais également que les exportateurs sont confrontés à d'insurmontables obstacles procéduraux d'ordre administratif, logistique et financier qui les empêchent d'aller vers la conquête des marchés africains. Pour ce qui est de la menace, ils considèrent que la production nationale n'est pas efficacement protégée et que nos producteurs risquent de subir une concurrence qui entraînerait probablement des fermetures massives d'usines. Pour rester sur une note positive, certains chefs d'entreprises estiment qu'il s'agit plutôt d'une opportunité à saisir en ce sens que cet accord va leur ouvrir un grand marché certes difficile mais prometteur. Ils estiment, toutefois, que l'Etat doit absolument les accompagner en s'impliquant fortement à travers ses démembrements au plan national et ses représentations diplomatiques au plan international.

Il faut noter que l'accord va au-delà du désarmement douanier et concernera, entre autres, les services, la propriété intellectuelle et la libre circulation des capitaux. A terme, il est question après la mise en place de la ZLECAF, la création d'une union douanière, d'un marché commun et d'une union économique et monétaire.

Q.O.: Que doit faire l'Algérie pour lever toutes les appréhensions de ces entreprises ?

M.C.: Je pense que dans nos relations économiques avec l'Afrique, on doit adopter un nouveau paradigme. Notre relation avec l'Afrique doit reposer sur une vision d'intégration et de développement économique du continent. L'Algérie a une responsabilité historique vis-à-

vis de l'Afrique. Notre pays a joué un rôle important dans le recouvrement des indépendances de nombreux pays africains et jouit encore d'une bonne image parmi les populations africaines. S'impliquer, aujourd'hui, dans le développement de l'Afrique, son industrialisation et l'émancipation économique de sa population constitue la suite logique des actions entreprises par le passé pour le recouvrement de la souveraineté politique et dont le parachèvement exige le recouvrement de la souveraineté économique. Il ne faudrait évoquer ni menaces, ni opportunités mais il faudrait plutôt s'inscrire dans une démarche de partenariat et d'investissement dans les pays africains. J'ai eu l'occasion de séjourner dans de nombreux pays africains et à siéger au sein du bureau exécutif de la PACCI, je peux affirmer qu'il y a aujourd'hui une tendance lourde du panafricanisme au sein notamment de l'Union africaine. De nombreux poids lourds sont en train de piloter cette tendance tels que l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Egypte. D'autres pays, moins importants économiquement, tentent de s'accrocher au peloton de tête pour ne pas demeurer en marge de ce processus de construction économique de l'Afrique. L'Algérie a tout intérêt à se positionner rapidement et utiliser les atouts dont elle dispose. Il faut garder à l'esprit que l'Algérie compte parmi les poids lourds africains et d'aucuns considèrent que, eu égard à la grande étendue de notre territoire et de notre positionnement géographique, et autres, de nos ressources naturelles, nous sommes les mieux placés avec l'Afrique du Sud et le Nigeria pour jouer les premiers rôles de présider aux destinées du continent. Une telle vision rappelle celle du NEPAD. Mais cela n'est pas acquis et exige un changement de paradigme et la mise en place d'une stratégie orientée vers un développement intégré du continent.

Pour l'anecdote, en 1998, la CACI et la Safex ont été chargées par le gouvernement d'organiser une exposition de produits algériens à Niamey (Niger). Le transport des marchandises vers cette destination s'est effectué par route avec des camions et des chauffeurs de la SNTR. Le délai de transfert des marchandises d'Alger vers Niamey a pris trois jours malgré l'état défectueux de la route dont une grande partie était difficilement carrossable. Au plan de la symbolique, nous avons démontré que le désenclavement d'un pays comme le Niger ou le Mali était à notre portée et qu'il s'agissait tout simplement de mobiliser des moyens peu onéreux. De telles marchandises allaient mettre un mois si le transfert allait s'effectuer par bateau d'Alger vers Niamey en passant par le port de Cotonou, au Bénin. Il est dommage qu'un tel élan ait été brisé. Mais il est grand temps de tenir compte de cette expérience et de nous tourner vers notre prolongement naturel à savoir l'Afrique et dont les pays limitrophes constituent notre profondeur stratégique.

Q.O.: Concrètement, comment l'Algérie pourrait-elle jouer ce rôle qui n'est pas aussi simple ?

M.C.: Il y a trois niveaux de démarche. Le premier consiste à assurer un accompagnement des entreprises par les institutions de l'Etat pour leur permettre de s'installer durablement dans les marchés africains. On sait que les entreprises sont incapables de le faire toutes seules. Les pouvoirs publics se doivent pour cela d'exploiter la grande crédibilité dont jouit encore notre pays auprès de plusieurs pays africains pour leur faciliter leur installation sur certains marchés africains. Il faut rappeler toutefois que cet avantage risque de s'effiloche dans peu de temps du fait qu'il est entretenu par des générations qui ont pris de l'âge voire en voie de disparition. Les générations d'aujourd'hui ne mesurent pas à sa juste valeur les efforts consentis par l'Algérie en faveur de la libération des pays africains. Elles en sont beaucoup moins sensibles. Il y a donc urgence à exploiter cette image, de la raviver et de l'entretenir chez les jeunes. Par ailleurs, des réseaux de confréries à l'exemple de la Tidjania, très influentes en Afrique, doivent être récupérés et mis au service de l'intégration économique en Afrique. Il faut

souligner que ces confréries sont présentement utilisées par des pays africains dont le comportement vis-à-vis des peuples ressemblerait à celui des puissances néocolonialistes.

La deuxième démarche devrait se traduire par des investissements directs ou en partenariat dans les pays africains. Il s'agira de créer des intérêts algériens économiques en Afrique et des intérêts africains en Algérie. L'objectif étant de réaliser des projets gagnant-gagnant.

Quant à la troisième démarche, elle doit consister à répondre de façon pertinente aux besoins économiques des pays africains. Il s'agit ainsi d'éviter de les percevoir comme de simples marchés et de prendre plutôt le soin de répondre à leurs besoins stratégiques. Le développement de l'Afrique et son intégration sont plombés par le manque d'énergie électrique et le manque d'infrastructures. Le taux d'électrification moyen ne dépasse pas les 30% et les grandes infrastructures sont pratiquement inexistantes. Sur ces deux secteurs d'activités, l'Algérie est capable d'apporter une forte contribution du fait du savoir-faire que ses entreprises publiques et privées ont acquis en la matière. Des champions tels que la Sonelgaz et Cosider ont des perspectives de marché très prometteuses leur permettant de s'installer sur ces marchés sur de longues périodes. Le déficit en électrification, en construction des grandes infrastructures (portuaires, aéroportuaires, routières, de proximité...) nécessitera au minimum une quarantaine d'années pour être comblé. Les financements pour ce type d'infrastructures sont facilement mobilisables auprès d'institutions financières comme la Banque mondiale, la Banque de développement africaine (BAD) et la Banque arabe pour le développement de l'Afrique (BADEA)...

L'on sait tous que l'Afrique fait l'objet de convoitises des grandes puissances du fait des richesses dont elle dispose. Elle est perçue comme un réservoir de matières premières. Ces puissances ne s'intéressent pas à son développement mais à venir pomper ses richesses uniquement. Une réalité qui doit obliger l'Afrique à se prendre en charge toute seule et de ne compter que sur ses propres forces économiques. Ses matières premières doivent être valorisées localement et mises au service de son développement. Mais cela ne suffit pas, il s'agira pour l'Afrique aussi de se protéger et de protéger son marché. Elle se doit, pour cela, d'élaborer ses propres normes. Il faut rappeler que l'AFRAC (Fédération africaine d'accréditation) dont le siège se trouve en Afrique du Sud, joue un rôle important en matière d'accréditation des laboratoires de contrôle de la conformité. L'Algérie se doit d'œuvrer aux côtés des autres pays africains industrialisés pour protéger le marché continental à travers l'élaboration de normes spécifiques et ce, à l'instar des autres zones de libre-échange (UE, ALENA, ASEAN...). Il faut intégrer le fait que les négociations commerciales futures vont opposer les grands ensembles économiques et les pays africains ont intérêt, de ce fait, à réaliser rapidement leur zone de manière à pouvoir négocier avec un rapport de force favorable.

Q.O.: La ZLECAF est considérée comme « un projet phare de l'agenda africain 2063 » et comme « une initiative urgente ». Pourquoi tout ce retard pour sa mise en œuvre alors qu'elle figure dans le traité d'Abuja de 1991 ? Où se situent les blocages ?

M.C.: Au niveau africain, il y a des courants qui s'affrontent autour d'intérêts divergents. En évidence, il y a un courant manipulé par les anciennes puissances coloniales et qui agit pour maintenir l'Afrique dans un état de dépendance. En parallèle, il y a ce courant panafricaniste qui œuvre sans relâche pour que l'Afrique se prenne en charge et ne compte que sur elle-même. Ses adeptes sont convaincus qu'une intégration des économies africaines entre elles va se traduire par une forte croissance économique et une augmentation du niveau de vie de ses

populations. On peut considérer aujourd'hui que la création de la ZLECAF constitue en fait l'aboutissement du courant panafricaniste pour lequel la lutte a commencé en 1991. Depuis, ce courant s'exprime fortement au sein de l'Union africaine même s'il a mis 27 ans pour aboutir à la création de la ZLECAF. La signature de l'accord et sa mise en œuvre est le fruit d'une âpre lutte entre les panafricanistes et les tenants de l'ordre colonial.

Q.O.: 2063 -(agenda de l'UA)- est-elle une échéance raisonnable pour atteindre les objectifs que s'assigne la ZLECAF ?

M.C.: Il peut même s'accélérer et aboutir avant terme en raison d'une prise de conscience de plus en plus forte notamment chez la jeunesse africaine.

Mohamed Chami a été conseiller pendant trois mandats successifs au CNES, aujourd'hui consultant pour les questions économiques et commerciales. Il a été cadre dirigeant au sein de la CACI (Chambre algérienne de commerce et d'industrie) pendant 33 ans, dont 25 comme Directeur général. A ce titre, il avait eu à organiser des manifestations économiques et à conduire des délégations d'hommes d'affaires dans de nombreux pays africains. Après la signature de l'Accord d'association avec l'UE et celui de la Grande Zone arabe de libre-échange (GZALE), il avait présidé la Commission chargée du suivi de la mise en œuvre de ces zones de libre-échange. Il est membre fondateur de la Panafricaine Chambre de commerce et d'industrie (PACCI) dont le siège est à Addis-Abeba, en Ethiopie. Il avait été membre du bureau exécutif de cette institution continentale durant la période où celle-ci avait été associée aux discussions engagées pour l'élaboration de l'accord de la ZLECAF.



Avec une première contribution de 1,5 milliard de dollars: L'Algérie demande officiellement à rejoindre la Banque des BRICS

L'objectif de souscrire au capital de la New Development Bank (NDB), une institution financière cofondée en 2014 par les BRICS, tracé depuis quelque temps, a été officiellement et clairement exposé lors de la récente visite d'Etat du Président Tebboune en Chine.

«Nous avons demandé officiellement à rejoindre le groupe des BRICS et sa Nouvelle Banque de développement en tant qu'actionnaire avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars », a déclaré le président de la République dans une interview accordée à la télévision centrale chinoise CCTV en marge de sa visite d'Etat en Chine. Précisant dans ce sens que l'Algérie a saisi la directrice de la NDB, l'ancienne présidente du Brésil, Dilma Rousseff, afin que l'Algérie soit membre actionnaire de la banque avec une première contribution de 1,5 milliard de dollars.

Dotée d'une vision plaidant pour un nouvel ordre économique et financier mondial, la NDB a accueilli récemment quatre nouveaux membres, en l'occurrence l'Uruguay, l'Egypte, le Bangladesh et les Emirats arabes unis. Et, l'adhésion de l'Algérie sera accueillie honorablement, selon la directrice Dilma Rousseff, qui a assuré au ministre des Finances, en marge du sommet pour un nouveau pacte financier mondial, tenu à Paris les 22 et 23 juin

dernier, que la présidence et les membres du conseil des gouverneurs de la NDB « accueillent favorablement » la demande d'adhésion de l'Algérie à leur institution.

Le président Tebboune a expliqué que l'adhésion aux BRICS « ouvrirait de nouveaux horizons économiques ». Soulignant dans ce sillage que « l'Algérie œuvre avec la Chine depuis des années pour un monde multipolaire, un monde meilleur, où règne plus de justice, particulièrement sur le plan de l'aide pour les pays pauvres ». Poursuivant dans ce contexte, le président Tebboune a indiqué que l'Algérie demande à la Chine « de revoir de nombreux aspects liés aux institutions onusiennes, en particulier le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), qui ne sont plus utiles aux pays pauvres et en développement ». « Le groupe des BRICS nous est plus favorable », a-t-il soutenu.

Abordant les perspectives de la coopération économique algéro-chinoise, le président de la République a affirmé l'aspiration de la partie algérienne à concrétiser des projets communs entre les deux pays « dans tous les domaines, que ce soit dans l'espace, l'enseignement supérieur, l'industrie pharmaceutique, la formation, et dans les projets de relier les villes de l'extrême sud au nord avec le réseau ferroviaire et l'exploitation des mines, en particulier la mine de Ghar Djebilet, considérée comme l'une des plus grandes mines du monde ».



Tebboune achève sa visite en Turquie : Promouvoir le partenariat

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a achevé ce samedi une visite d'Etat de deux jours en Turquie. Au deuxième et dernier jour de sa visite, le chef de l'Etat s'est entretenu avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, avec au menu, la coopération bilatérale ainsi que des dossiers d'intérêt commun.

Cette visite d'Etat s'inscrit dans le cadre de la forte dynamique que connaissent les relations bilatérales et de l'attachement des dirigeants des deux pays à les développer au mieux des intérêts des deux pays et de leurs peuples. Les entretiens du président Tebboune avec Erdogan, se sont élargis aux membres des délégations des deux pays. Les membres de l'importante délégation ministérielle conduite par le président de la République ont eu des entretiens bilatéraux à Istanbul avec leurs homologues turcs.

La délégation ministérielle était composée des ministres des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, des Finances, Laaziz Faïd, de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Tarek Belaribi, des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.

Les relations algéro-turques, qui sont ancrées dans l'histoire, se sont accélérées ces dernières années avec le renforcement et la diversification des domaines de coopération bilatérale et l'intensification des visites officielles entre responsables des deux pays, ayant permis d'établir un partenariat pérenne et global.

La visite d'Etat du président de la République en Turquie l'année dernière a été une étape importante, qui a vu la signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente, qui ont contribué à l'accélération de la coopération bilatérale dans différents domaines. Cette visite a fait ressortir une convergence de vues autour des questions d'intérêt commun et donné un nouvel élan à la coopération bilatérale, soutenue par un Traité d'amitié et de coopération, depuis 2006.

De plus, la tenue, en décembre 2022, de la première réunion de la Commission de planification, de coopération et de partenariat global entre l'Algérie et la Turquie a contribué à l'amélioration de la relation stratégique entre les deux pays. A cette occasion, les deux parties s'étaient entendues sur les questions internationales d'actualité et avaient convenu de soutenir la paix et les solutions fondées sur le Droit international.

La réunion avait mis en avant la nette évolution du volume des échanges commerciaux, qui ont progressé de 30% en 2022, ce qui contribuera à atteindre l'objectif de 10 milliards de dollars d'échanges entre les deux pays.

Les relations de coopération économique entre les deux pays ont beaucoup progressé ces dernières années, la Turquie étant devenue le premier investisseur étranger en Algérie hors hydrocarbures, et l'Algérie représentant le deuxième partenaire commercial de la Turquie en Afrique et la première destination des investissements directs étrangers turcs sur le continent.

Selon l'ancienne ambassadrice de la République de Turquie en Algérie, Mahinur Ozdemir Goktas, à qui le président Tebboune a décerné, le mois dernier, la médaille "Djadir" de l'Ordre pour les grandes actions accomplies dans l'intérêt des deux pays frères tout au long de ses années d'exercice en Algérie, "les relations politiques et économiques entre les deux pays se sont intensifiées de manière remarquable, notamment après la visite du Président Tebboune en Turquie".



La Chine investira 36 milliards de dollars en Algérie Démarche pleine d'ambition et d'opportunités pour les entreprises algériennes

L'Algérie et la Chine entretiennent des relations amicales particulièrement étroites, solides et de longue date qui ont conduit, ces dernières années, à une coopération pragmatique et fructueuse.

La visite d'Etat de cinq jours du président de la République, Abdelmadjid Tebboune en Chine, à l'invitation du Président chinois Xi Jinping, s'est soldée par la signature de 19 accords et mémorandums d'entente dans plusieurs secteurs (industrie manufacturière, les nouvelles technologies, les transports et l'agriculture), valorisés à 36 milliards de dollars. C'est le montant que va investir la Chine en Algérie, selon le chef de l'Etat. Il a défendu, à l'occasion, l'attractivité du marché national auprès des entreprises chinoises et la pertinence de la stratégie nationale de la relance économique auprès de son homologue

chinois, aussi favorable à la redynamisation et au renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays respectifs. Ils ont longuement discuté des mécanismes de renforcement des relations bilatérales et se sont mis d'accord sur la construction de nouveaux circuits de coopération.

Dans un message lu en son nom par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger, Ahmed Attaf, lors de la tenue du forum d'affaires algéro-chinois, à Pékin, mercredi dernier, le Président Tebboune a assuré que « la voie est ouverte en Algérie devant tous les hommes d'affaires chinois pour le partenariat et l'investissement dans tous les secteurs », affirmant que « l'Algérie dispose aujourd'hui de plusieurs atouts et avantages qui font d'elle une destination d'investissement prometteuse dans des domaines vitaux ». De son côté, la Chine encouragerait, selon le Président Xi Jinping, les entreprises chinoises à s'implanter en Algérie qui a une importance stratégique pour la Chine qui dépend particulièrement de sa position géostratégique dans la région et de sa proximité avec l'Europe. L'adhésion de l'Algérie au groupe des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) était, également, au menu des échanges entre les deux Présidents.

La Chine s'est dite prête à accueillir l'Algérie aux Brics, tenant compte des développements réalisés, ces dernières années, par le pays dans divers domaines grâce à la mise en œuvre d'un programme national de réforme globale.

Des résultats encourageants, selon le chef de l'État qui a plaidé, lors de cette visite qui a une signification économique marquée, compte tenu du nombre important d'entreprises algériennes présentes au Forum d'affaires algéro-chinois, pour « un partenariat économique stratégique et global ».

Un partenariat plus élargi

Les deux pays ont convenu d'étendre, dans ce cadre, leur coopération dans le secteur pétrochimique, des infrastructures, de l'énergie nucléaire et des énergies renouvelables à travers des investissements profitables à tous basés sur la compétitivité. L'objectif de cette visite d'État est de resserrer davantage le partenariat stratégique à travers le renforcement et le développement de nouveaux projets d'investissements en Algérie dans d'autres domaines qu'énergétique. La délégation ministérielle qui accompagnait le chef de l'État a souligné lors du forum d'affaires algéro-chinois l'importance de renforcer et de diversifier la coopération économique, industrielle et commerciale algéro-chinoises.

Lors de son intervention au cours dudit forum, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé que « tous les indicateurs économiques actuels érigent l'Algérie en marché important et pays stratégique pour les investisseurs », mettant en avant « la stabilité économique, l'infrastructure moderne répondant aux normes internationales, et les stratégies sectorielles ambitieuses de l'Algérie, outre le coût de production concurrentiel et les ressources humaines qualifiées ». Il a qualifié le partenariat entre le groupe Sonatrach et de nombreuses sociétés chinoises de « fructueux ». De son côté, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a assuré que « l'Algérie était déterminée à jouer un rôle central en matière des TIC au niveau régional et aspirait à le faire en partenariat avec la Chine ».

Sur le plan commercial, les deux pays ont affiché leur volonté d'augmenter et de diversifier les échanges commerciaux, notamment, du côté chinois, qui s'engage à faciliter l'accès du produit algérien sur son marché. C'est ce qu'a affirmé le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, annonçant que les deux pays « ont convenu de définir la liste des produits nationaux à exporter vers la Chine, dont des produits agricoles, pharmaceutiques, des matériaux de construction et des produits transformés dérivés des

hydrocarbures

».

En conclusion, la visite du Président Tebboune en Chine, une première depuis 2013, intervenant dans un contexte international complexe et différent, confirme la volonté de l'Algérie à mettre en œuvre sa nouvelle configuration économique, comptant sur le soutien de ses partenaires stratégiques, la Chine et la Russie.



Grande offensive diplomatico-économique de l'Algérie : Abdelmadjid Tebboune à Ankara après Doha et Pékin

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le président Abdelmadjid Tebboune effectue actuellement une grande offensive diplomatique et économique dans diverses capitales mondiales, afin d'asseoir les bases de l'Algérie Nouvelle au niveau international après avoir terminé la mise en place de toutes ses institutions au niveau national.

En effet, le président de la République a entamé son long périple par le Qatar où il a été reçu par l'Emir du Qatar avant de s'envoler pour la Chine pour une visite d'Etat qui aura duré pas moins de cinq jours. Durant cette visite, le président Abdelmadjid Tebboune ne s'est donné aucun répit et s'est fait accompagner de nombreux ministres et d'une pléiade d'opérateurs économiques algériens qui ont rencontré leurs homologues chinois avec lesquels ils ont signé de nombreux protocoles d'accord et de partenariat.

Les accords signés et les assurances reçues pour un renforcement historique des relations de l'Algérie avec la Chine constituent une grande victoire autant diplomatique qu'économique pour l'Algérie qui peut compter désormais sur un investissement massif de la Chine en Algérie, aussi bien de la part des bailleurs de fonds étatiques que privés.

Au terme de cette visite aux résultats plus que satisfaisants, le président Abdelmadjid Tebboune, toujours accompagné d'une importante délégation ministérielle, s'est dirigé directement vers la Turquie où il a été reçu par son président Recep Tayyip Erdogan.

Cette autre visite en Turquie entre, elle aussi, dans le cadre du renforcement des échanges économiques entre les deux pays, des échanges qui se développent et se diversifient de jour en jour et qui ont permis à l'Algérie d'augmenter ses exportations hors hydrocarbures, tout en entrant de plain-pied dans une période de diversification de l'économie nationale.

Ainsi, il y a lieu de noter que cette visite vise à intensifier les relations algéro-turques qui se trouvent déjà en hausse, passant de 3,3 milliards US\$ en 2021 à 5 milliards actuellement, soit en augmentation de 30% en l'espace d'une année seulement et les deux parties ambitionnent d'atteindre un volume d'échange de 10 milliards de dollars US dans un proche avenir. Pour y arriver, les dirigeants des deux pays se tournent vers l'énergie et l'agriculture qu'ils veulent conquérir conjointement et ne plus se limiter à l'industrie. D'ailleurs le mécanisme est déjà enclenché grâce à l'initiative du groupe Sonatrach qui s'est impliqué dans cette dynamique par la signature d'un accord pour la réalisation commune d'un complexe de polypropylène en Turquie pour un montant qui dépasse le milliard de dollars US.

Les relations entre l'Algérie et la Turquie remontent très loin dans le temps et ont été renforcées ces dernières années grâce à une volonté politique commune tendant à mettre en œuvre un partenariat gagnant-gagnant et à diversifier les domaines d'échange et de coopération.

Dans ce cadre, il y a lieu de noter que la présente visite d'Etat du président Abdelmadjid Tebboune en Turquie, comme celles qui l'ont précédées de part et d'autres, témoignent de l'attachement des deux présidents à aller toujours de l'avant pour développer encore plus les relations dans tous les domaines de la vie publique.

Ainsi, la dynamique diplomatique et économique impulsée par le président Abdelmadjid Tebboune depuis son élection inscrit l'Algérie dans un mouvement irréversible de développement économique à la mesure des aspirations des algériens et de leurs dirigeants actuels, lui faisant recouvrer la position naturelle qui est la sienne dans le concert des Nations développées.



Banque de développement des BRICS : L'Algérie veut devenir actionnaire

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a annoncé que notre pays a déposé une demande officielle en vue de devenir actionnaire de la Nouvelle banque des BRICS.

L'Algérie a déposé une demande officielle en vue de devenir actionnaire de la Nouvelle banque de développement des BRICS, a fait savoir le Président du pays Abdelmadjid Tebboune dans un entretien accordé à la chaîne chinoise CCTV. Selon lui, l'éventuelle participation d'Alger s'élèvera à 1,5 milliard de dollars.

Le dirigeant algérien a effectué une visite d'État en Russie en juin dernier. S'exprimant au Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF), il a fait savoir que son pays souhaiterait rejoindre les BRICS dans un avenir proche afin de libérer son économie nationale "d'une certaine pression".

La décision politique de créer une banque au sein des BRICS avait été prise en 2013 lors du sommet de Durban (Afrique du Sud). Le début de ses travaux avait été officialisé par la première réunion du conseil des gouverneurs le 7 juillet 2015, à Moscou. S'exprimant début juin au micro de Sputnik, Chen Fengying de l'Institut chinois des relations internationales contemporaines a estimé notamment que la Nouvelle Banque de développement des BRICS devrait "prendre la route de l'internationalisation" pour pouvoir remplacer une quelconque structure.

Cette demande d'adhésion a toutes les chances de renforcer notre autre demande, encore à l'étude, consistant à intégrer tout simplement le puissant et incontournable groupe des BRICS. Celui-ci est composé du Brésil, de l'Inde, de la Chine, de la Russie et de l'Afrique du Sud.

Hormis l'Inde, qui n'a pas encore donné de réponse formelle à l'Algérie, le restant des pays membres des BRICS ont déjà donné leur accord de principe à la demande algérienne.



Kamel Moula, président du CREA : « 12 accords signés aujourd'hui avec des industriels chinois »

Accompagnant le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, lors de sa visite d'Etat en Chine, le président du Conseil du Renouveau Economique Algérien (CREA), a affirmé que « 12 accords ont été signés ce jour avec des industriels chinois afin d'engager des opérations d'exportation de produits vers, non seulement le marché algérien, mais également européen ou autre, en partenariat avec les opérateurs économiques chinois ».

M. Moula rappelle que près de 120 opérateurs algériens se trouvent à Pékin, « ce qui démontre l'importance que revêtent les entreprises chinoises aux yeux des entreprises algériennes », précise-t-il.

Les opérateurs algériens ont rencontré leurs pairs chinois, présents en très grand nombre, au cours d'une rencontre organisée à Pékin qui leur a permis de faire connaître le marché algérien et, surtout, : « de la nouvelle loi sur l'investissement qui : « permet d'avoir une visibilité dans le long terme avec une stabilité d'au moins 10 années par le fait que la nouvelle loi protège l'investisseur au cours de cette période », affirme M. Moula.

Enfin, un accord pour la mise en œuvre d'un Conseil d'Affaire Algéro-Chinois a été signé par les deux parties.



ديوان قمع الفساد يكشف الفضيحة والقطب الاقتصادي والمالي يحقق

مليار تجرّ الوزير السابق تيجاني هدام إلى القضاء 600

أماطت تحقيقات الديوان المركزي لقمع الفساد اللثام عن فضائح فساد طالعت الصندوق الوطني للتأمينات ، قبل 4 سنوات، والتلاعب بأمواله في صفقة شراء بناية غير "CNAS" الاجتماعية للعمال الأجراء مكتملة بقيمة مالية مُبالغ فيها، استفاد مالكاها من تسبيقات معتبرة، في عهد المدير السابق تيجاني حسان .هدام، الذي يخضع حاليا بقرار من العدالة لرقابة قضائية مشددة مع منعه من مغادرة التراب الوطني الملف حسب التفاصيل التي بحوزة "الشروق"، حقق فيه الديوان المركزي لقمع الفساد، والذي تلقى

تقريراً مفصلاً حول شبهة فساد تتعلق بصفقة اقتناء مبنى لفائدة الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية بمبلغ مبالغ فيه "CNAS" للعمال الأجراء وعلى هذا الأساس انطلق التحقيق، وبعد عملية التحري والتدقيق، تبين أن مسؤولي الصندوق قاموا بشراء بناية غير مكتملة وفي طور الإنجاز، مخصصة للاستعمال الإداري تقع في بلدية القبة بالجزائر العاصمة مساحتها تقدر بحوالي 15 ألف متر مربع، في حين أن المساحة المستغلة فعلياً هي 13 ألف متر مربع فقط، وهذا من دون الإعلان عن المناقصة وفقاً للقانون المعمول به.

كما تبين أن البناية رغم عدم اكتمال بنائها، بل هي مجرد أعمدة، إلا أنه تم شراؤها بمبلغ مالي يقدر بـ600 مليار سنتيم بدون احتساب الرسوم، وعلى هذا الأساس تم إثبات شبهة الفساد، بحكم أن الصندوق الوطني، مؤسسة عمومية يمكن أن تقوم بتشديد البناية بتكلفة أقل "CNAS" للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء من خلال اللجوء إلى مؤسسة عمومية أخرى، إلا أنها لجأت إلى مؤسسة خاصة لشراء هذه البناية بهذا المبلغ الضخم.

ومواصلة للتحريات بشأن اقتناء هذه البناية بهذا المبلغ المبالغ فيه جداً، تبين وجود تواطؤ بين عدد من موظفي الصندوق باللجوء إلى طريقة "تفضيل" مؤسسة خاصة تتمثل في الترقية العقارية "القرطبية"، التي عرضت مبلغ 600 مليار سنتيم من دون تقييم المبنى، ليتبين تورط مسؤول على مستوى مديرية أملاك الدولة آنذاك (أصبح لاحقاً مديراً للأملاك الدولة)، إلى جانب موظفين آخرين بالصندوق في القضية والأخطر من ذلك، فإن التحقيقات في ملف الحال توصلت إلى أن الوزير السابق للعمل، تيجاني حسان هدام، والذي كان يشغل منصب المدير العام للصندوق خلال إجراء الصفقة، قام بمنح تسبيقات لمالك الترقية العقارية "القرطبية"، بمبلغ يقارب 400 مليار سنتيم، أي 66 بالمائة من القيمة الإجمالية للمبنى غير المكتمل والمقدرة بـ600 مليار سنتيم، بمعنى أن هدام منح أموال الصندوق حتى يتم استكمال أشغال إنجاز البناية.

كما أسفرت التحقيقات المعمقة، والتدقيق في جميع الوثائق المتعلقة بالصفقة، أن المتهم تيجاني هدام منح تسبيقات إضافية أخرى لصاحب الترقية العقارية، إلا أنه لم يتم تسليم البناية إلى حد الآن، كما أن المدير العام السابق لـ"كناس" لم يرقم باتخاذ أي إجراءات عقابية أو تحذيرية ضد صاحب الوكالة العقارية، في انتظار ما ستكشفه التحقيقات المفتوحة في ملف الحال.

وكشفت مصادرنا أنه بعد تقديم المتهمين أمام وكيل الجمهورية لدى القطب الجزائري الاقتصادي والمالي بسيدي أحمد، بحر الأسبوع الماضي، التمس إيداع 6 متهمين الحبس المؤقت، وبعد إحالتهم على قاضي تحقيق الغرفة الثامنة بنفس الجهة القضائية، تم استجوابهم، أين أمر بإخضاع الوزير السابق للعمل تيجاني حسان هدام لرقابة قضائية مشددة ومنعه من مغادرة التراب الوطني مع سحب جواز سفره، في انتظار قرار غرفة الاتهام لدى مجلس قضاء الجزائر، بعد استئناف وكيل الجمهورية لدى القطب الاقتصادي والمالي في القرار.

كما أمر قاضي تحقيق الغرفة الثامنة لذات الجهة القضائية بإيداع مدير أملاك الدولة سابقاً والذي كان يشغل منصب مدير التقييمات بذات المديرية وكذا صاحب الترقية العقارية "القرطبية"، الحبس المؤقت، في انتظار قرار غرفة الاتهام لدى مجلس قضاء الجزائر بعد استئناف المتهمين في قرار الإيداع.

وقد وجهت للمتهمين المتابعين في ملف الحال تهم ثقيلة تضمنها قانون مكافحة الفساد والوقاية منه تتعلق بمنح امتيازات غير مبررة عند إبرام عقد بطريقة مخالفة للأحكام التشريعية والتنظيمية، تبديد أموال عمومية، إساءة استغلال الوظيفة عمداً على نحو يخرق القوانين والتنظيمات، إلى جانب الاستفادة من سلطة وتأثير الأعوان وكذا المشاركة في تبديد أموال عمومية.

:"وفق خطة دقيقة يتم تحضيرها.. رئيس تجمّع الميكانيك لـ"الشروق

الجزائر قادرة على إنجاز قطب لصناعة السيارات خلال 10 سنوات

قال رئيس تجمع الميكانيك عادل بن ساسي، إن الجزائر تتمتع بمقومات كبرى تؤهلها لتحلّ ريادة صناعة السيارات في القارة الإفريقية، وتتفوق في إنتاج قطع الغيار وملاحق المركبات والمناولة، إلا أن تحوّلها إلى قطب صناعي بالقارة، يُنتج محلياً ويصدّر للدول الإفريقية، يتطلّب مدّة لا تقل عن 10 سنوات من العمل والتدقيق في الشروط والكيفيات التي تتواجد حالياً محلّ تدقيق، مضيفاً: "نستطيع احتلال ريادة".

وأوضح بن ساسي في تصريح لـ"النشروق"، أن زيارة رئيس الجمهورية لمصنع السيارات الكهربائية بالصين وتأكيد أنه الجزائر تحضّر لتكون قطباً في صناعة السيارات لم يأت من فراغ، وإنما بناء على مقومات عدّة تتمتع بها بلادنا، أولها الموقع الجغرافي الهام، واعتبارها منطقة عبور بين قارتي إفريقيا وأوروبا، وقدرتها على إبرام شراكات مع الصينيين تؤهلها لدخول القارة الإفريقية، خاصة بعدما صرّح "رئيس الجمهورية قانلاً: "نريد أن ندخل القارة السمراء للاستثمار رفقة الصينيين

وشدّد بن ساسي على أنه إضافة للموقع الجغرافي، فالجزائر تتمتع باتفاقيات تفضيلية مع أوروبا وداخل القارة الإفريقية تجعل مركباتها قابلة للتداول بهذه البلدان بسعر تفضيلي، فضلاً عن مناخ الاستثمار المحفّز في أعقاب الإصلاحات القانونية المقررة خلال السنة الأخيرة، أولها قانون الاستثمار الجديد وما يتضمّنه من تحفيزات وقانون النقد والمصرف والقوانين المنتظر نشرها في الجريدة الرسمية قريباً. الخاصة بالصفقات العمومية، في انتظار قانون العقار الاقتصادي المتواجد على طاولة مجلس الأمة

وتحدّث رئيس تجمّع الميكانيك عن القاعدة الصناعية التي تتمتع بها الجزائر في مجال تصنيع السيارات، إذ باشرت تجارب في خمسينات القرن الماضي خلال حقبة الاستعمار الفرنسي من خلال إنتاج سيارات "أر 4" وقتها، وتعاونت في القطاع مع متعاملين عدّة بعد الاستقلال لإنتاج بعض قطع الغيار، وهو ما يؤهلها اليوم لاستعادة رصيدها الصناعي في المجال، قانلاً إن المناولين اليوم جاهزون لتصنيع قطع ستيلانتيس"، أو المصانع المرتقبة قريباً "غيار ولواحق مصانع السيارات المنتظرة في الجزائر، سواء والتي لم تر النور لحد الساعة، وينتظر أصحابها ردّ المجمع للتعاون معه في التصنيع

ويؤكد بن ساسي أن السلطات اليوم مطالبة بتوفير المركبات للسوق المحلية وأيضاً للتصدير مستقبلاً مع إبداء جزء من الاهتمام بالسيارات الكهربائية التي ستكون حتمية عالمية في ظرف بضع سنوات، بعد انتهاء صلاحية السيارات ذات المحركات العادية، وقال المتحدث: إن المناولين اليوم قادرون على إنتاج عدّة أجزاء من السيارات كالحديد والبلاستيك والبطاريات ومقاعد السيارات، إذ تم عبر تجمّع الميكانيك وبورصة المناولة للغرب جرد قدرات مصانع المناولة المحلية وإمكانياتها والأجزاء القابلة للتصنيع على مستوى الوحدات المحلية، وينتظرون حالياً ردّ مجمع ستيلانتيس، للشروع في التعاون معه للإنتاج، "خاصة أن دفتر الشروط يفرض نسبة إدماج تصل 40 بالمائة في ظرف 5 سنوات

واعترف المتحدث بالتأخر الذي شهده قطاع السيارات، سواء في التصنيع أو حتى الاستيراد الذي لا يزال يراوح نفسه، إلا أنه قال إن الوقت لم يتأخر بعد وأن الفرص لا تزال قائمة لإعادة بعث القطاع، وتدارك النقائص المسجلة في الماضي والتعلم من الأخطاء [السابقة](#).